



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marchés publics de services

Prestations de surveillance sur le domaine portuaire du Port Heraclea à Cavalaire sur Mer

1 – OBJET DU MARCHÉ

La consultation a pour objet des prestations de surveillance sur le domaine portuaire du Port HERACLEA à Cavalaire sur Mer.

Le marché est conclu à compter de la réception de la notification par e-lrar via la plateforme marches securisés pour une durée d'un an. Il ne sera pas susceptible de reconduction.

2- EXECUTION DU MARCHÉ

Le marché s'exécute au moyen de l'émission de bons de commande établis au fur et à mesure des besoins par le service gestionnaire et ils seront notifiés par le pouvoir adjudicateur dans les limites suivantes :

Montant minimum annuel : 100 000.00 € HT

Montant maximum annuel : 200 000.000 € HT

Chaque bon de commande précisera les mentions suivantes :

- La référence du marché
- Le numéro de bon de commande
- Date de la commande
- Le service émetteur de la commande
- Les prestations demandées
- Lieux d'exécution des prestations
- Le montant des prestations dans les conditions fixées dans ce marché

Le titulaire confirmera immédiatement la bonne réception de la commande ou demandera les compléments d'information nécessaires pour pouvoir honorer la commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

Par dérogation de l'article 3.7.2 du CCAG- FCS, les observations relatives aux prescriptions d'un bon de commande constatées par le titulaire seront transmises sous 24 h au gestionnaire.

Si dans un délai d'une semaine compter de la notification du bon de commande au titulaire, la personne publique n'a pas reçu de réserves de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande définie dans le bon de commande.

Pour l'exécution du présent marché, les échanges mentionnés aux articles 13, 14, 23 et 30 du CCAG FCS du 31 mars 2021 se feront par échange de mails :

- Pour l'acheteur à l'adresse mail de contact mentionnée à l'acte d'engagement
- Pour le prestataire : à l'adresse mail de contact indiquée dans l'acte d'engagement

Les délais courent à compter du premier jour ouvré suivant l'envoi du mail. En cas de changement de cette adresse mail de contact, l'acheteur et le prestataire s'engagent à en informer l'autre partie dans les plus brefs délais et d'en vérifier la bonne accusé réception. Ils s'engagent également à laisser une adresse secondaire en cas de l'indisponibilité momentanée de la messagerie mentionnée.

3 – DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

3.1 Pièces particulières

Par dérogation aux stipulations de l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles constitutives sont, exclusivement, par ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement daté et signé par le candidat et l'acheteur. **L'Acte d'Engagement est établi en un seul original dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi.**
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Le Bordereau des Prix Unitaires.
- Le Mémoire technique complété, daté et signé par le candidat.
- Les bons de commande émis durant l'exécution
- Annexe 1 Règlement particulier du Port
- Annexe 2 Rondier 2024
- Les annexes relatives aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres (ou OUV4), le cas échéant
- Les annexes relatives à la mise au point du marché (ou OUV5), le cas échéant
- Les avenants intervenants en cours de marché, le cas échéant

3.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au jour de remise des offres :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales, document général fixant les conditions administratives applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services dans sa dernière version

Toutes les pièces du marché sont rédigées en français. Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se déroulent en français.

Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

3.3 Pièces non contractuelles :

- Le Devis Quantitatif Estimatif.

4 – SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Les spécifications techniques devront être conformes aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières. Les prestations devront être conformes aux normes applicables en France ou à des normes applicables nationales en vigueur dans un autre Etat membre de l'Union Européenne transposant les normes européennes.

5– PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le montant des pénalités est détaillé ci-dessous :

5-1 – Retard dans la transmission de la main courante (le matin de la ronde avant 7 heures)

Une pénalité forfaitaire de 200 euros sera appliquée.

5-2 – Absence de réponse de l'interlocuteur (ou astreinte 24/24h) demandé dans le marché

Une pénalité forfaitaire de 50 euros sera appliquée par appel sans réponse ou rappel dans les 5 minutes, dans la limite de 200 euros par ronde.

5-3 Absence de pointage d'un badge/pastille (article 5.3 du cctp)

Une pénalité de 50 euros par absence de pointage sera appliquée dans la limite de 200€ par rondes.

5-4 Présence d'un véhicule de ronde NON sérigraphié

Une pénalité forfaitaire de 50 euros sera appliquée.

Dans le cas où un le cas serait constaté à trois reprises, la SPL se réserve le droit de résilier le marché.

5-5 Absence d'un agent de prévention et de surveillance ou absence du chien

Une pénalité forfaitaire de 200 euros par absence d'un agent ou du chien sera appliquée.

Le titulaire mettra tout en œuvre pour pallier l'absence de l'agent ou du chien et procéder à son remplacement. Dans le cas où 3 cas d'absences seraient constatés, la SPL se réserve le droit de résilier le marché.

5-6 Présence d'un agent de prévention et de surveillance NON titulaire de sa carte professionnelle

Une pénalité forfaitaire de 200 euros sera appliquée.

Dans le cas où un agent non titulaire de sa carte professionnelle serait constaté à trois reprises, la SPL se réserve le droit de résilier le marché.

5-7 Retard d'un agent de prévention et de surveillance

Une pénalité forfaitaire de 50 euros par heure de retard sera appliquée.

6 – VERIFICATION ET ADMISSION

6.1 Opérations de vérification

Chaque prestation donnera lieu à des opérations de vérification quantitative et qualitative qui ont pour objet de contrôler la conformité entre la réalisation de la prestation avec les spécifications du marché conformément aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières et la mise en œuvre des moyens définis dans le marché.

6.2 Admission

L'admission sera prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur habilité à cet effet dans les conditions prévues à l'article 25.1 du C.C.A.G.-F.C.S à l'issue de chaque prestation.

7 – DEFAILLANCE

Le titulaire devra s'engager conformément aux stipulations énoncées dans le marché.

7.1 Ajournement

L'acheteur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée.

8- PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison.

Le prix est établi sur la base de prix unitaires, qui incluent le prix horaire de la main d'œuvre, les forfaits déplacement et diagnostic. Les prix sont appliqués aux prestations réellement exécutées. Aucune facturation supplémentaire ne pourra être effectuée pour la main d'œuvre, les déplacements ou les diagnostics.

8.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations seront réglées par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires.

8.2 Variations dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

8.2.1 Type de variation des prix

Les prix sont fermes et non révisables pour la durée du marché

8.2.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

8.2.3 Modalités de variations des prix

Conformément à l'article R2112-11 du Code de la Commande Publique, les prix sont actualisables :

- **Si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations**
- **L'actualisation se fera alors aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date de début d'exécution des prestations.**

Les prix de base du marché seront actualisés en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P = P_o (0.3 + 0.7 S/S_o)$$

Les prix sont réputés établis à la date du mois de remise des offres (mois zéro).

P : Prix actualisé

P_o : Prix indiqué dans le Bordereau de Prix Unitaires et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (M_o)

S : Valeur du dernier indice de référence connu au moment de l'actualisation du prix

So : Valeur de l'indice de référence au mois zéro

L'indice annuel du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICTrev-TS) - Services administratifs, soutien. Id 001 565 182

9 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

9.1 -Présentation des demandes de paiements

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S. Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 2 copies comportant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal,
- le numéro du marché et du bon de commande le cas échéant ;
- le travail réalisé ;
- le montant hors taxe des prestations réalisées ;
- le prix des prestations accessoires ;
- les remises consenties le cas échéant ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, le montant et la nature des prestations sous traitées ;
- la date de facturation.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

SPL Port HERACLEA
Capitainerie
Môle Marc Pajot
83240 CAVALAIRE-SUR-MER

La remise des factures devra être réalisée soit contre récépissé soit par envoi permettant de donner date certaine à leur réception.

9.2 –Modalités de paiement

Les prestations sont réglées par virement. Le délai global de paiement est fixé à 30 jours calendaires à dater de la réception de la facture acceptée sans réserve (article 1 du décret 2013-269 relatif à la lutte contre les retards de paiements dans les contrats de la commande publique).

La remise des factures devra être réalisée soit contre récépissé, soit par envoi, permettant de donner une date certaine à leur réception.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration de ce délai. Le taux de ces intérêts est défini dans le décret qui régit ces modalités.

10 – ASSURANCES

Le titulaire est tenu de produire à tout moment durant l'exécution du marché une police responsabilité civile professionnelle, couvrant les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature, corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers soit par le personnel salarié en activité de travail (ou par le matériel d'entreprise ou d'exploitation), soit du fait des prestations.

Par dérogation de l'article 9.2 du CCAG-FCS le titulaire devra produire une attestation d'assurance dans les pièces de sa candidature, conformément au règlement de la consultation.

11– REPRESENTATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.
- aux intervenants pour les opérations de maintenance.

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

12– DELIVRANCE DE L'EXEMPLAIRE UNIQUE OU DU CERTIFICAT DE CESSIBILITE

L'acheteur remet au titulaire, à sa demande, soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par lui indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché public, soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité est remis par l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement au comptable assignataire en tant que pièce justificative pour le paiement.

13– CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Toutes les informations, documents ou éléments de toute nature qui pourraient être communiqués et divulgués au titulaire du marché à l'occasion de l'exécution des prestations revêtent un caractère strictement confidentiel, et ne doivent pas, à ce titre, être divulguées à des tiers au présent contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

14 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 2 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS

L'article 3.1 déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS

Les articles 5-1 à 5-4 dérogent à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS

L'article 10 déroge à l'article 9.2 du CCAG-FCS